

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

**Lot n° 2 :
Coordination de sécurité et de protection de la santé (SPS)**



SOMMAIRE

Table des matières

1.	OBJET DU MARCHE	3
2.	L'OPERATION.....	3
2.1	Les travaux à réaliser	3
2.2	Le calendrier prévisionnel de l'opération.....	3
2.3	Les parties prenantes.....	4
3.	PRESENTATION DE LA MISSION	4
3.1	Missions du coordonnateur SPS	4
3.2	Décomposition de la mission SPS	4
3.2.1	Examen du dossier de conception au stade PRO-DCE	4
3.2.2	Préparation du chantier et suivi des études des entreprises.....	5
3.2.3	Inspections communes et Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).....	6
3.2.4	Tenue et mise à jour des documents	6
3.2.5	Participation aux réunions et aux visites de chantier	7
4.	Autorité, moyens et conditions d'exécution	7
4.1	Autorité du coordonnateur SPS	7
4.2	Moyens donnés au coordonnateur SPS	8
4.2.1	Libre accès	8
4.2.2	Dispositions prises par l'OFPRA.....	8
	Annexe : Le programme des travaux	9

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur des prestations d'études pour le projet de déménagement du siège francilien de l'OFPRA vers l'immeuble **Joya**, situé aux 198-200 Rue Carnot (94120 Fontenay-sous-Bois).

Le lot n° 2 concerne l'exécution de prestations de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (coordinateur SPS) :

Pour les travaux d'aménagement dans les locaux ERP (RDC, R + 1 et une partie du R + 2).

En revanche, les archives (second sous-sol) et les étages supérieurs (reste du R+2, R+3 au R+6) ne sont pas concernés par le présent lot. Les travaux relèvent en effet du bailleur.

Cette mission est rémunérée à prix global et forfaitaire.

2. L'OPERATION

2.1 Les travaux à réaliser

Les surfaces couvertes par la présente mission sont les étages ERP : RDC, R+1 et une partie du R+2, pour une surface globale d'environ **2 408 m²**.

Elles seront dédiées à l'accueil du public avec la création d'environ 160 boxes d'entretien, avec des espaces d'accueil et d'attente. Environ 740 usagers (demandeurs d'asile et réfugiés) seront reçus chaque jour, dont 370 le matin et 370 l'après-midi.

Chaque box d'entretien, dont la superficie est généralement comprise entre 5 et 10 m², accueille trois personnes : l'agent de l'OFPRA, l'utilisateur et un interprète. Les boxes sont équipés d'un bouton d'appel, permettant d'alerter le PC de sécurité en cas de problème.

Certains boxes seront prioritairement affectés à l'accueil des familles avec enfants ou aux entretiens avec des usagers signalés pour des troubles à l'ordre public.

Le projet doit permettre de :

- Garantir la conformité de l'aménagement aux normes **ERP de 1^{ère} catégorie, type W** ;
- Garantir la confidentialité des échanges dans les boxes d'entretien, en toute circonstance ;
- Améliorer les conditions d'accueil des usagers ;
- Assurer la continuité fonctionnelle entre les espaces ERP (RDC-R+2) et les bureaux (une partie du R +2, R+3-R+6).

Le programme de l'opération est annexé au présent CCTP.

Pour la bonne compréhension du dossier, le DCE comprend également :

- Le plan des étages ERP du projet de l'OFPRA : RDC, R+1 et une partie du R+2 ;
- Le descriptif technique et plans de l'immeuble JOYA

Le budget prévisionnel de l'opération est aujourd'hui estimé à 1 800 000 € HT.

Le bailleur a déposé un permis de construire le 30 janvier 2026, valant demande d'autorisation ERP.

2.2 Le calendrier prévisionnel de l'opération

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

Étape	Dates prévisionnelles
Attribution du présent marché	16 mars 2026
Avant-Projet Définitif (APD)	17 avril 2026
PRO / DCE	18 mai 2026
Publication du marché de travaux	20 mai 2026

Étape	Dates prévisionnelles
Attribution du marché de travaux	30 juin 2026
Démarrage des travaux	1 ^{er} juillet 2026
Fin des travaux	1 ^{er} décembre 2026
Passage de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA), pour l'ouverture de l'ERP de 1 ^{ère} catégorie, type W	15 décembre 2026
Prise d'effet du bail	1 ^{er} janvier 2027

2.3 Les parties prenantes

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'OFPRA, représenté par M. Alain ESPINASSE, Directeur général. Son exécution sera suivie et réalisée par M. Mathieu MUGNIER, secrétaire général, et M. Abdelslam BOUSLAH, chef du service des moyens généraux.

Le bureau de contrôle technique (lot 3) sera désigné au terme de la présente consultation.

A titre d'information, interviendrons également sur le chantier les entreprises désignées par le bailleur, en charge des parties techniques (électricité, courants de sécurité, réseaux informatiques, téléphonie, sécurité incendie, dégagements, compartimentage, alarmes). Pour ces prestations, le bailleur désignera son propre Coordonnateur SPS.

3. PRESENTATION DE LA MISSION

3.1 Missions du coordonnateur SPS

Le titulaire assure une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil (dite coordination SPS), au sens du chapitre II du titre III du livre V de la quatrième partie du code du travail.

Le rôle du Coordonnateur SPS est défini par les articles R. 4532-11 et suivants du code du travail. Il couvre les phases de conception du projet et de travaux.

En l'espèce, les missions du Coordonnateur SPS sont de **niveau 2**.

Le nombre d'entreprises et sous-traitant estimé est de 5 environ, auxquelles s'ajouteront les entreprises du bailleur (co-activité).

Le site étant en exploitation, le titulaire devra se coordonner avec le responsable d'établissement dans la définition de ses instructions.

3.2 Décomposition de la mission SPS

La mission se décompose entre les phases de conception et de travaux.

➤ **La phase de conception**

3.2.1 Examen du dossier de conception au stade PRO-DCE

Le Coordonnateur SPS examine et émet un avis sur **la conception du PRO-DCE**, au regard des aspects Code du travail, hygiène et sécurité.

L'objectif de cet examen est de permettre d'effectuer des ajustements du projet si nécessaire et d'inclure toutes préconisations techniques visant à améliorer le déroulement des travaux et la sécurité du site en phase d'exploitation.

Durant la phase PRO, le Coordonnateur SPS participera à **au moins une réunion**.

3.2.2 Préparation du chantier et suivi des études des entreprises

- Plan général de coordination (PGC)

Le coordonnateur SPS rédige le plan général de coordination (PGC) dès réception des projets de spécifications techniques et dans le respect du cadre fixé par l'article R. 238-22 du Code du Travail. Il en fait mention au Registre-Journal de la Coordination (RJC).

- Registre-journal de la Coordination (RJC)

Conformément à l'article R 238-18 du Code du Travail, le Coordonnateur SPS ouvre et tient le Registre-journal de la Coordination lors de chacune des étapes de l'opération.

Le Registre-Journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le Coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase d'études, sont consignés :

- Tous les avis, observations ou notifications que le coordonnateur SPS juge nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles ;
- Tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

- Déclaration préalable

Au besoin, le coordonnateur SPS assiste l'OFPRA pour l'établissement de la déclaration préalable.

- Dossier d'Intervention Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO)

Le **DIUO** rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, en application de l'article R.238-37 du Code du Travail.

Le dossier précise, notamment, les dispositions prises :

- Pour les accès, dont :
 - . Les moyens pour les interventions de courte durée ;
 - . Les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions importantes ;
 - . Les chemins permanents de circulation pour les interventions fréquentes ;
- Pour faciliter les travaux d'entretien et notamment :
 - . Le nettoyage des surfaces vitrées et des sols ;
 - . Le nettoyage des ouvrages divers.

- Modalités pratiques de coopération

Le coordonnateur SPS propose à l'OFPRA et au maître d'œuvre les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission, tout en respectant a minima les prescriptions inscrites dans le présent marché.

Sur la base de ces propositions, l'OFPRA arrêtera les modalités pratiques de coopération entre les différents intervenants de l'opération.

Le Coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents

corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

- **Suivi des études des entreprises**

Le Coordonnateur SPS examine l'ensemble des documents fournis par les titulaires des marchés de travaux. Il valide notamment les dispositions préconisées par les titulaires dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier.

Il dispose d'un délai de dix jours calendaires à compter de la réception de chaque document d'étude ou d'exécution pour formuler un avis écrit à l'OFFPRA.

➤ **La phase de travaux**

D'une manière générale, le Coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier) la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

Le Coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies en phase de suivi des études. Ces mesures peuvent être complétées et/ou adaptées par le Coordonnateur s'il le juge nécessaire.

3.2.3 Inspections communes et Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS)

Le Coordonnateur SPS doit procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à **une inspection commune**.

L'inspection peut être réalisée à l'occasion de la réunion de lancement des travaux, puis à l'arrivée de nouvelles entreprises ou sous-traitants. Elle a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (**PPSPS**) de l'entreprise.

Au cours de cette inspection, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

L'inspection peut être renouvelée si le Coordonnateur SPS le juge nécessaire.

3.2.4 Tenue et mise à jour des documents

- **PGC**

Le Coordonnateur SPS complète et adapte le plan général de coordination (**PGC**) en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre-Journal de la Coordination (RJC).

Il harmonise et intègre dans le PGC au fur et à mesure de leur élaboration les PPSPS.

- **RJC**

En phase chantier, sont consignés dans le RJC :

- Les comptes rendus de réunion où sont abordés les problèmes d'hygiène et de sécurité ;
- Les fiches de comptes rendus d'inspection et de visite du Coordonnateur contresignées par l'Entreprise concernée et le Titulaire du Marché Travaux avec leurs réponses éventuelles ;
- Les noms, coordonnées et effectif des intervenants pour chaque Entreprise avec les responsables désignés et la date prévisionnelle d'intervention ;
- Les courriers échangés avec les organismes de contrôle (CRAM, Inspection du Travail...) ;
- Les plans de secours ;

- Les courriers relatifs à l'hygiène et à la sécurité.

- **DIUO**

Le Coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de l'avancement du projet.

La version définitive est remise en fin de chantier. Il dispose alors d'un délai de 15 jours ouvrés à partir de la remise, par l'OFPRA, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

En cas de réceptions partielles, l'OFPRA peut demander un DIUO partiel qui doit lui être remis dans un délai de 15 jours ouvrés.

3.2.5 Participation aux réunions et aux visites de chantier

En phase de chantier, le coordonnateur SPS devra participer à **au moins une réunion de chantier toutes les deux semaines**. Au besoin, il adressera à l'OFPRA et au maître d'œuvre ses observations à la suite de ces réunions, dans un délai de deux jours ouvrés, afin qu'elles puissent être jointe au compte rendu.

Le coordonnateur SPS devra effectuer **au moins deux visites de chantier par mois, dont une inopinée**.

Les visites seront systématiquement consignées au Registre Journal de la Coordination (RJC).

Chaque visite fera l'objet d'une fiche spécifique établie par le Coordonnateur SPS, dans un délai de deux jours ouvrés.

Ces fiches seront contresignées par un représentant de l'Entreprise concernée par les remarques y figurant et par le titulaire du marché de travaux concerné. Un exemplaire de cette fiche sera notifié à l'OFPRA, au maître d'œuvre et au titulaire du marché de Travaux et à l'Entreprise concernés.

4. Autorité, moyens et conditions d'exécution

4.1 Autorité du coordonnateur SPS

L'OFPRA confère au coordonnateur autorité par rapport à l'ensemble des intervenants à l'opération, pour l'application des principes généraux de prévention mentionnés à l'article L.4531.1 du code du travail.

L'Office s'engage à prendre, lors de la passation ou de l'exécution des marchés afférents à l'opération, toutes dispositions nécessaires pour que cette autorité soit garantie.

Conformément à l'article L.4532-6 du même code du travail, l'intervention du coordinateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun en application des autres dispositions dudit code.

Le coordinateur est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants, y compris la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle technique, tout document ou information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

En cas d'anomalie constatée, le Coordonnateur SPS doit informer l'OFPRA et le Maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que les procédures de travail et des obligations réglementaires de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le Coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts ainsi que l'identité des intervenants justifiant ceux-ci sont consignées au Registre Journal. L'OFPRA et le Maître d'œuvre doivent avoir copie de ces faits.

Les reprises de chantier sont soumises à approbation de l'OFPRA, après avis écrit du Coordonnateur SPS.

4.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

4.2.1 Libre accès

Le Coordonnateur SPS a libre accès :

- Au chantier, en respectant les principes de sécurité ;
- Aux installations de chantier mises à disposition par les entreprises.

4.2.2 Dispositions prises par l'OFPRA

L'OFPRA prend toutes dispositions pour faire communiquer au Coordonnateur SPS :

- Avant de les envoyer, toutes les pièces du dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- Avant de les approuver, tous les documents d'étude réalisés par les titulaires des marchés de travaux ;
- Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levée de réserve ;
- Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La copie des déclarations d'accidents du travail ;
- La liste tenue à jour des personnes que l'OFPRA autorise à accéder au chantier ;
- Par les titulaires des marchés de travaux, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

L'OFPRA prend également toutes mesures pour que le Coordonnateur SPS soit informé de toutes les réunions organisées, auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Le Coordonnateur est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

L'OFPRA prend également toutes dispositions pour que le Coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, Bureau de Contrôle Technique...) et en particulier :

- Les mesures d'organisation générale du chantier en vue de leurs intégrations dans le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

Annexe : Le programme des travaux

➤ Ouvrages et locaux à créer*Au RDC :*

- Deux sas d'entrée sécurisé, pour l'accès à l'ERP
- 1 espace de contrôle et de sécurité (avec deux portiques de détection)
- 1 espace d'accueil (avec une banque d'accueil)
- 1 espace d'attente
- 10 boxes d'entretien, à réaliser à partir de cabinets acoustiques (mobilier)
- 3 autres boxes d'entretien, cloisonnés
- 1 poste central de sécurité avec vestiaire et espace de repos pour les agents
- 1 local ménage
- 1 bloc sanitaire (dont un toilette PMR)
- 1 passe document, pour la remise du badge des interprètes

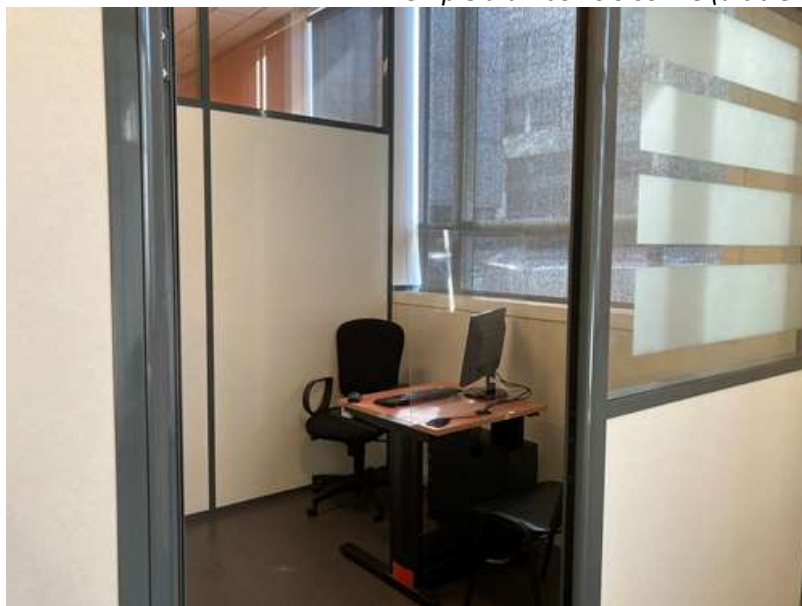
Au R+1

- 1 espace d'attente
- 1 espace pour l'accueil des enfants
- 79 boxes d'entretien, cloisonnés

Au R+2

- 1 espace d'attente
- 71 boxes d'entretien, cloisonnés

Exemple d'un box cloisonné (à titre d'illustration)





➤ **Etendue des travaux**

Les travaux d'aménagement sont les suivants (liste prévisionnelle, non exhaustive) :

Au RDC :

- Déconstruction des ouvrages existants avec optique de réemploi ou de réutilisation maximale,
- Travaux de cloisonnement et création de 2 sas d'entrée,
- Reprise et uniformisation des revêtements de sol
- Création de blocs sanitaires,
- Travaux d'adaptation des réseaux de chauffage, ventilation, plomberie, et notamment du plancher chauffant existant,
- Création d'un bloc sanitaire complet (dont un toilette PMR),
- Traitement acoustique,
- Travaux de menuiserie intérieure avec conception de mobiliers sur mesure (boxes à réaliser à partir de cabinets acoustiques, banque d'accueil, sécurité...)
- Signalétique

Attention : les travaux de CFO-CFA, de contrôle d'accès et de SSI sont réalisés par le bailleur. Ils ne sont pas inclus dans la présente consultation : le bailleur dispose de son propre coordonnateur SPS, bureau de contrôle et OPC.

Au R+1 et R+2

- Cloisonnement des boxes d'entretien,
- Traitement acoustique,
- Menuiserie intérieure,
- Création de salles d'attente,
- Revêtement de sol,
- Signalétique (y compris dans les escaliers)

Attention : les travaux de CVCP, CFO-CFA, de contrôle d'accès et de SSI sont réalisés par le bailleur. Ils ne sont pas inclus dans la présente consultation : le bailleur dispose de son propre coordonnateur SPS, bureau de contrôle et OPC.